

**ARRETE MUNICIPAL**

**PORTANT SUR LE STATIONNEMENT**

**DG/FNV 2024.T241**

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE sur MER**,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles  
L 2212-1, L 2213-1 et suivants,  
Vu les articles du Code de la Route,  
Considérant la demande de l'entreprise **EGIDE Maître d'Œuvre** en date du 03 Mai 2024  
chargée par CITYA COTE FLEURIE Syndic de copropriété d'effectuer des travaux de ravalement  
de façade (DP 014 715 24U0062 décision du 22 Avril 2024), **6 rue Saint-Michel** à Trouville-sur-Mer.  
Considérant qu'il convient pour des raisons de sécurité de réglementer le stationnement rue  
Saint-Michel.

**ARRETE**

**Article 1 :** L'entreprise **EGIDE Maître d'Œuvre** est autorisée à la mise en place d'un **échafaudage tubulaire de 7,50 ml x 1,50 m (soit 11,25 m<sup>2</sup>)** au droit du **6 rue Saint-Michel**. Un balisage et une protection devront être mis en place par l'entreprise pour éviter tout risque d'accident avec les piétons.

**Article 2 :** Le stationnement sera interdit sur **2 places (soit 10 ml)** au droit du 6 rue Saint-Michel afin de permettre l'installation de l'échafaudage en toute sécurité, celui débordant du trottoir.

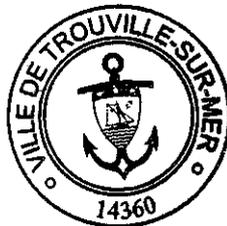
**Article 3 :** Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables du **Lundi 13 Mai 2024 au Lundi 24 Juin 2024**.

**Article 4 :** La facturation pour la mise en place d'un échafaudage se fera selon les tarifs votés lors du Conseil Municipal du 13 Décembre 2023 pour l'année 2024 et à raison de 0,60 € m<sup>2</sup>/jour jusqu'à 30 jours et de 2,65 € m<sup>2</sup>/jour au-delà de 30 jours. **Un titre de recette sera émis et présenté à : AGEMO Syndic de Copropriété – 1 rue Général de Gaulle – 14360 Trouville-sur-Mer (SIRET : 381 276 088 00022).**

**Article 5 :** La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle temporaire ; **elle sera mise en place et entretenue par l'entreprise en charge des travaux.**

**Article 6 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur ; tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière.

**Article 7 :** Madame le Maire, Monsieur le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique de Trouville/Deauville, Monsieur le Chef de la Police Municipale et les agents assermentés de la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté.



Fait à Trouville sur Mer, Le 06 Mai 2024  
Pour le Maire par délégation  
Le Conseiller Municipal  
Délégué à la Sécurité



Stéphane SABATHIER

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par courrier ou via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.